

La vie quotidienne à Beira au temps des élections

De juillet 1999 à janvier 2000, j'ai enseigné au département de français de l'Université pédagogique de Beira (Mozambique). J'ai donc eu la chance d'être le témoin des quelques mois qui ont précédé les deuxièmes élections présidentielles et législatives pluralistes. Mon témoignage est purement subjectif, relevant d'impressions, d'échanges, de rencontres, d'observations et non d'une étude sociologique précise et rigoureuse s'inscrivant dans un quelconque travail universitaire. Il m'a semblé intéressant de présenter une vision de cette période, différente de celle de la capitale où résidaient la quasi-totalité des journalistes et autres observateurs internationaux chargés de rendre compte de ce moment historique.

En décembre 1999, ont eu lieu les deuxièmes élections présidentielles et législatives pluralistes opposant le président sortant, Joaquim Chissano, à son désormais traditionnel rival, le président de la Renamo, Afonso Dhlakama. Quatre candidats étaient initialement en liste, mais Yaquib Sibindi du *Partido independente de Moçambique* (PIMO), et Wehia Ripua de l'*União moçambicana oposição* (UMO) ne purent répondre aux critères légaux autorisant la candidature.

La campagne s'est déroulée dans un calme relatif, si l'on exclut les quelques frictions entre militants, et les accusations répétées de la part de Dhlakama de refuser le résultat des élections si la moindre fraude était constatée. Le président de la Renamo insista sur son rôle décisif lors de la signature du « Traité de Rome » qui mit fin, en 1992, à la guerre civile, et réclama à son tour le droit à l'exercice du pouvoir.

Chissano, élu quelques mois plus tôt président de la SADC (*Southern African Development Conference*), semblait avoir toutes les chances de remporter un deuxième succès personnel. Toutefois, une inquiétude existait quant à la victoire de son parti aux élections législatives – c'était dans l'air, ça se sentait. Le Frelimo était plongé dans de multiples affaires de corruption et d'enrichissements personnels et s'était passablement discrédité auprès d'une partie du peuple mozambicain. La victoire de la Renamo, et donc l'éventualité d'un gouvernement de cohabitation entre le président Chissano et la Renamo, était loin d'être exclue et n'était pas sans provoquer l'inquié-

tude. Non point que le Frelimo soit particulièrement bien considéré, mais on craignait de voir arriver une nouvelle vague de politiciens assoiffés de pouvoir et d'argent et qui auraient comme premier réflexe de « se remplir les poches » – les élus frelimistes ayant l'avantage d'être déjà en partie rassasiés.

Initialement prévues pour les 3 et 4 décembre 1999, les élections furent prolongées jusqu'au 5 décembre par la Commission nationale électorale (CNE), organe (officiellement) indépendant chargé de la préparation et de l'organisation des élections, afin de permettre à ceux qui n'avaient pu aller voter de s'y rendre. Les plus sceptiques parleront de 24 heures supplémentaires précieuses pour organiser les fraudes. Il aura fallu attendre le 18 décembre pour que les premiers résultats définitifs soient connus. Les inquiétudes quant à une possible victoire de la Renamo ne furent pas avérées. Le Frelimo remportait les élections législatives par 48,5 % contre 38,8 % à la Renamo avec 133 des 250 sièges de députés contre 117 pour la Renamo, et Joaquim Chissano bénéficiait, pour les élections présidentielles, de 52,38 % des suffrages exprimés contre 47,62 % à Afonso Dhlakama. Tout allait donc pouvoir continuer comme avant et rien ne serait perturbé dans la gestion de la politique mozambicaine.

La campagne électorale et le reste

Pour autant que l'on soit quelque peu à l'écoute de l'évolution actuelle du Mozambique, on ne peut ignorer l'effet de loupe grossissante que provoque Maputo. Les investissements étrangers s'y multiplient : d'importants complexes hôteliers et de somptueuses résidences secondaires sont en construction. Le prix des terrains sur la Costa do Sol est devenu totalement inabordable et est désormais réservé à de riches entrepreneurs étrangers. Mais loin de la capitale mozambicaine qui concentre la totalité du modeste intérêt que porte le monde extérieur sur le Mozambique, loin de Maputo qui ne compte pourtant qu'à peine plus d'un million d'habitants, soit moins de 10 % de population totale du pays, la réalité est tout autre. Concernant ces deuxièmes élections présidentielles et législatives démocratiques, les apparences peuvent paraître également bien différentes si l'on suit la campagne électorale depuis Maputo, ou depuis Beira par exemple. À Maputo, l'opposition politique au Frelimo est presque inexistante. Le Frelimo y bénéficie d'un soutien massif de la population¹. Il est inutile de préciser que le peu de journalistes étrangers qui se sont rendus au Mozambique au moment des élections n'ont guère pris la peine d'observer une autre réalité que celle de la capitale. Pourtant, si cette période électorale avait quelque chose d'intéressant, c'est bien cet étonnant contraste entre le Sud et le reste du pays. Je ne prétendrai pas donner une interprétation de ce qui a pu se passer sur tout le territoire mozambicain, mais essaierai de rendre compte de ce que j'ai pu constater, principalement dans la région de Beira, au cours de cette période électorale.

Tout d'abord, il est difficile de prétendre que les deux prétendants à la présidence de la république aient disposé de moyens comparables au cours de cette campagne électorale. Vu les moyens financiers particulièrement importants dont bénéficia le Frelimo, le déséquilibre faussa le paysage. Les

1. Pour les élections législatives, le Frelimo a bénéficié de 89,8 % des voix dans la ville de Maputo, et de 85,9 % dans la province de Maputo.

t-shirts et autres casquettes ornés du visage souriant du président Chissano furent distribués plus que généreusement. Il y eut même un lâché de milliers de sacs plastiques « Frelimo » au-dessus de la baie de Sofala. Parallèlement, il fut rare d'observer des manifestations spontanées de soutien à l'ancienne organisation armée devenue « parti démocratique » suite à la signature de l'accord de paix qui mit fin, en 1992, à plus de seize ans de guerre civile. Quelques modestes affiches au slogan prometteur de « *Moçambique vai mudar* » (le Mozambique va changer), collées « à la sauvette » et rapidement arrachées ; un *t-shirt* par-ci par-là ; quelques cortèges renamistes faisant campagne le dimanche entre les plages de Macuti et de Palmeiras... Bref, rien de comparable à l'incroyable machinerie Frelimo.

Les fêtes de clôture de la campagne électorale organisées respectivement par les deux partis candidats aux élections présidentielles et législatives, furent particulièrement appréciées. La Manica, la Laurentina ou la 2M2, selon la région, coulèrent à flot et gratuitement. À Beira, chacun s'y retrouva, sans trop se préoccuper de savoir pour qui il allait voter, s'il allait même aller voter, ou s'il était allé ne serait-ce que se faire recenser. La bière avait le même goût au stand de la Renamo qu'à celui du Frelimo, même si, différence de moyens oblige, elle y est certainement plus abondante chez les uns que chez les autres.

Si aucune surprise particulière ne fut constatée au cours de cette campagne, quant au contenu des discours et aux procédés utilisés pour convaincre la population, on peut toutefois noter le caractère particulièrement contradictoire de certains propos tenus par le président Chissano. Par exemple, lors de son dernier meeting tenu à Beira (dans le quartier populaire de Manga) quelques jours avant la fin de la campagne électorale, après avoir esquissé quelques pas de danse, Chissano, pourtant président d'un parti autrefois marxiste, affirma sa foi chrétienne et son appartenance à l'Église catholique. Une annonce stratégique qui eut, bien entendu, un effet plus que retentissant parmi le public présent dont la grande majorité revendique bien plus son appartenance religieuse que son appartenance politique. Par ailleurs, afin que chacun y trouvât un peu son compte, les nostalgiques du marxisme eurent droit, eux aussi, à leur moment d'émotion lorsque le président sortant proclama sa féroce opposition au néolibéralisme et aux pratiques néocoloniales qui enchaînent l'Afrique. Si le fait que J. Chissano gouverne depuis treize ans, un pays qui a connu le programme de privatisations le plus développé et le plus abouti d'Afrique avait pu nous pousser à penser que le Frelimo avait bel et bien enterré son passé marxiste et rompu plus que définitivement avec « le spectre du communisme », ce jour-là à Manga, le Président candidat fit verbalement la preuve du contraire. Mais ce qui était une contradiction pour les uns n'en était pas une pour les autres, pas plus que ne l'était, parallèlement à l'orientation marxisante de son discours, l'affirmation de son appartenance à l'Église catholique.

Les habitants de la région de Beira, pourtant fief traditionnel de la Renamo et dont est originaire Afonso Dhlakama, pouvaient ainsi donner l'apparence d'être acquis au Frelimo, si l'on s'en tenait aux expressions ouvertes de soutien populaire, au nombre particulièrement importants de

2. Ce sont des marques de bières fabriquées sur le territoire mozambicain, mais toutes propriété de Sud-Africains. « Manica » rappelle la région centrale du même nom, « Laurentina » le nom colonial de la capitale (Lourenço Marques) et « 2M » vient du président français Mac-Mahon qui, en 1873, fut chargé de l'arbitrage international sur la Delagoa Bay, et en accorda la souveraineté au Portugal contre le prétendant anglais.

participants aux meetings tenus par Joaquim Chissano en contraste de ceux tenus par Dhlakama, ou encore aux innombrables effigies à la gloire du Frelimo et du traditionnel « *futuro melhor* ». Celui qui avait encore en mémoire les chiffres officiels des premières élections pluralistes de 1994 qui avaient manifesté l'enracinement et l'importance de la Renamo dans la région d'origine de son traditionnel *leader*, aurait pu s'imaginer que la Renamo se serait montrée particulièrement présente et active au cours de cette période de campagne, et que la discrétion allait être davantage l'apanage du Frelimo, largement minoritaire dans la région. Le Frelimo aurait-il enfin réussi à conquérir les terres renamistes du Sofala et de Manica ?

Les apparences étaient trompeuses. Malgré l'énorme contraste entre la présence sans relâche des militants frelimistes, et la discrétion particulièrement exacerbée de ceux de la Renamo, la Commission nationale électorale donna au parti d'Afonso Dhlakama plus de 78 % des suffrages exprimés dans la province de Sofala. Il faut croire qu'à force de s'être entendu promettre que le futur allait être meilleur, certains ont fini par le trouver un peu tardif. Le slogan commençait à devenir particulièrement abstrait : « *È o presente que queremos melhor* » (« C'est le présent que nous voulons meilleur »).

On ne put qu'être frappé par le contraste entre la faiblesse de l'expression populaire ouverte de soutien à la Renamo et les résultats. Ce fut particulièrement frappant pour la région de Sofala dans la mesure où la Renamo y est largement majoritaire, mais également en ce qui concerne les résultats à l'échelle nationale, puisque Afonso Dhlakama bénéficia de 47,62 % des suffrages exprimés nationalement malgré une campagne plus qu'en demi-teinte par rapport à celle du candidat Chissano. La Renamo est encore largement méprisée et il n'est pas très fréquent de voir des militants renamistes revendiquer hautement leur appartenance politique. Cette absence de revendication ne laisse pas d'intriguer. La démocratie aura du mal à s'installer solidement tant qu'il existera un tel déséquilibre de légitimité, dans le soutien ouvert et dans l'image des deux principaux partis. Ce phénomène, certes observable dans bien des régions du monde, semble toutefois particulièrement marqué au Mozambique. Certains étaient loin d'imaginer que la Renamo, les anciens « bandits armés », obtiendrait de tels scores, et qui plus est après avoir mené une campagne électorale particulièrement discrète.

Les résultats officiels semblent confirmer ce que l'on peut largement observer lorsque l'on donne la parole à la population *beirense*, à l'écart des caméras de télévision, des collègues de travail et des frelimistes convaincus : le soutien électoral à l'égard de la Renamo ne contredit pas l'appartenance au Frelimo ou l'exercice d'une fonction administrative, ni le fait d'avoir sans doute brandit les portraits du président Chissano et d'avoir scandé en chœur « *Viva Frelimo* » au cours de cette campagne. On est frelimiste en public et renamiste en privé. Il existe un contrôle social extrêmement fort, y compris dans des régions où la Renamo est majoritaire, tous les postes de la fonction publique étant occupés par des membres du Frelimo. On pourrait résumer cette situation par ce témoignage d'un étudiant de l'Université Pédagogique de Beira qui, sortant de son portefeuille sa carte de membre du Frelimo, prononça ces mots : « *Frelimo de cartão, Renamo de coração* » (« La carte au Frelimo, le cœur à la Renamo »). Cette période de campagne échauffa singulièrement les passions, et ceux qui montraient habituellement en public leur face frelimiste, laissèrent parfois s'exprimer leur véritable conviction et leur espoir en de meilleurs lendemains. Je me souviens d'un étudiant se précipi-

tant sur la terrasse accolée à notre salle de cours pour saluer vivement le passage d'un rare cortège renamiste. La majorité des frelimistes que j'ai eu l'occasion de fréquenter n'avaient visiblement aucun intérêt à ce que le pouvoir change de mains, parce qu'ils espéraient une nouvelle amélioration de leur condition personnelle du fait de leur appartenance et de leur soutien au Frelimo, et non une amélioration générale. Toutefois, les critiques allaient bon train, et l'on pouvait entendre bien souvent, chez ceux pour qui le changement de gouvernement serait synonyme de « progrès », le souhait d'un futur gouvernement de cohabitation entre Joaquim Chissano (qui reste aux yeux de beaucoup le garant de la paix) et la Renamo préservée de la corruption galopante qui ruine le pays et empêche toute possibilité d'amélioration. Mes collègues étaient tous, pour autant que je le sache, frelimistes (à une exception) : nombreux par opportunisme bien sûr, quelques-uns marxistes convaincus (surtout ceux de plus de trente-cinq ans ayant effectué leurs études à Cuba, ou en URSS. Car pour eux, le Frelimo représentait encore « la gauche » !). Certains d'entre eux étaient lucides et avaient conscience que la situation n'allait pas mais qu'ils leur fallait néanmoins protéger leurs propres arrières, que ce serait sans doute pire si Dhlakama gagnait. Toutefois, certains considéraient l'éventualité d'une coalition peut-être comme une bonne solution. Ils reconnaissaient la corruption du Frelimo dont Chissano n'était, à leurs yeux et aux yeux de beaucoup, en aucun cas responsable. Si l'appartenance au Frelimo est bien souvent une condition *sine qua non* pour bénéficier d'un emploi ou conserver celui qu'on occupe, le soutien (quasi clandestin) à la Renamo correspond davantage à un désir, à un besoin de changement, à une identité. Ni la situation de chacun, ni les déséquilibres régionaux n'ont connu de développements positifs depuis la fin de la guerre civile. Les indices de croissance économique sont effectivement en hausse depuis plusieurs années, mais les profits restent entre les mains de quelques-uns...

À Maputo, la situation était très différente. Le Frelimo semblait toujours y bénéficier d'un soutien largement majoritaire, le sud du pays ayant toujours été acquis à sa cause. Par ailleurs, les retombées en matière de développement et d'amélioration économique étaient quelque peu présentes. L'inégalité entre Maputo et Beira, ou plus généralement entre le Sud et le reste du pays, concernant l'amélioration des infrastructures (routières, économiques, sociales, éducatives, médicales...), est impressionnante. Par exemple, si la quasi-totalité des routes de la capitale avaient été réparées avant le début de la saison des pluies, aucun programme similaire n'avait été envisagé pour Beira dont l'infrastructure routière était des plus déplorables. La seule amélioration qui put être constatée les mois précédant l'élection fut que, lors de la visite du président Chissano pour la cérémonie de remise des diplômes à la délégation de l'université pédagogique de Beira, quelques brouettes de gravier vaguement mélangé à du goudron furent jetées dans les multiples et gigantesques trous minant les quelques avenues que devait emprunter le convoi présidentiel. Inutile de préciser que cette réparation superficielle ne tint pas bien longtemps (mais était-ce l'objectif recherché ?), et que dès les premières pluies, toute trace du passage du président Chissano avait disparu. Par ailleurs, la délégation de l'université pédagogique de Beira (dont il faut préciser qu'elle est totalement dépendante de l'université pédagogique de Maputo), créée en 1989, dont l'objectif stratégique est la formation de professeurs pour les provinces du Centre et

du Nord du pays qui souffrent d'un manque particulièrement important d'enseignants, dispose de budgets de fonctionnement dérisoires. Pour être précis, ils étaient, en 1999, d'une valeur mensuelle de 1 250 000 meticaïs (à savoir, environ 100 dollars) par département. Le département de Chimie, par exemple, travaille dans l'abstrait le plus total, le budget alloué ne permettant bien évidemment pas de financer des travaux pratiques en laboratoire : les étudiants doivent donc imaginer que lorsqu'on mélange un produit X avec un produit Y, il se produit la réaction Z. Le développement de l'imaginaire n'est certes pas négligeable dans l'existence de chacun, mais on peut douter que cela soit ce qu'un étudiant en chimie ait besoin en priorité concernant l'apprentissage de son futur métier. En revanche, chaque chef de département, dont il est inutile de préciser qu'il est presque toujours membre du Frelimo, a droit à une voiture de fonction d'une valeur pouvant facilement atteindre les 20 000 dollars, soit l'équivalent de ce que recevra le département pour son fonctionnement en plus de 16 ans. Une comparaison qui peut donner le vertige. Nul ne prétendra qu'à l'université pédagogique de Maputo les conditions d'étude sont idéales, mais elles ne sont en rien comparables à celles que peut connaître Beira. Si le gouvernement frelimiste avait effectivement la volonté de développer le pays dans son intégralité et de réduire l'écart existant entre Maputo et le reste du pays, on peut croire qu'il octroierait par exemple à l'Université Pédagogique de Beira des budgets de fonctionnement proportionnels à ceux de l'ainée de Maputo.

Beira est un peu aujourd'hui à l'image de l'impressionnante « *Praia Nova* » (la plage nouvelle) surnommée « le cimetière des bateaux », où s'entassent des centaines et des centaines d'épaves échouées sur la plage depuis des années. Quelques programmes de coopération avaient, à la fin des années 1980, entrepris de construire de nouveaux navires en se servant de ces carcasses à demi rongées par la corrosion, mais il est aujourd'hui rare de rencontrer un chantier en activité. Quelques badauds vous raconteront que parfois vient un riche Sud-Africain pour acheter, à un prix qu'on imagine misérable, le métal au poids. « Imaginez si on pouvait vendre tout le métal qu'il y a sur la plage ». Alors surgit cette phrase toute faite que l'on entend prononcer partout au Mozambique, cette phrase teintée à la foi de déception à l'égard de la situation actuelle, d'une certaine naïveté bien sûr, et d'amour pour son pays : « *Moçambique tem muita riqueza* » (« Le Mozambique a beaucoup de richesses »). S'il est difficile d'affirmer que la région de Sofala se porte particulièrement bien, on espère toutefois que le Mozambique possède effectivement d'autres richesses que des millions de tonnes de fer pourri par la corrosion. Mais à Beira c'est peut-être cela la richesse ?

L'écart n'en finit pas de se creuser. L'ancienne station balnéaire où s'entassaient jadis des milliers de riches touristes rhodésiens, cette baie de Sofala qui faisait le prestige du Mozambique colonial, s'enfonce chaque jour davantage dans la pauvreté et l'oubli.

Le débat s'ouvre alors sur le fait de savoir si la Renamo peut ou non incarner ce changement que le peuple mozambicain réclame, ou s'il faut espérer la naissance d'une « troisième voix » dont il est difficile de croire qu'elle puisse être incarnée par les autres principaux partis d'opposition, que ce soit le *Partido trabalhista* (PT), le *Partido liberal e democrático de Moçambique* (PALMO), le *Partido social-liberal e democrático* (PSLD), le *Partido independente de Moçambique* (PIMO), l'*União moçambicana de oposição* (UMO), ou encore l'*União democrática* (UD), chacun de ces partis ne bénéficiant, dans

le meilleur des cas, que de 2,5 % des suffrages. À la lecture des programmes respectifs du Frelimo et de la Renamo, il est difficile de voir en quoi la Renamo diffère, par ses propositions, du Frelimo : elles sont presque des copies conformes. Chacun affirme qu'il améliorera la situation sans jamais expliquer comment il s'y prendra. Si l'on se réfère au programme de la Renamo, il est difficile d'affirmer que le parti de Dhlakama puisse incarner cette aspiration au changement. Toutefois, le pourcentage de votes qu'elle a obtenus lors de ces dernières élections semble démontrer que, malgré un manque profond de propositions alternatives et le mimétisme envers le programme du Frelimo, la Renamo n'est désormais plus très loin du pouvoir. Si la Renamo n'incarne guère *politiquement* ce besoin de changement, elle l'incarne bien plus *socialement*.

De la surprise à la suspicion

Il est difficile d'affirmer que le Frelimo a effectivement manipulé le résultat des élections, même s'il exerçait un contrôle quasi absolu sur l'appareil électoral, et même si la présidence de la CNE avait échu à Jamisse Uilson Taimo, un proche de Joaquim Chissano et ancien militant frelimiste. Toutefois, nombreux sont ceux qui sont convaincus que le Frelimo n'a gagné les élections que sur le papier, et que la majorité renamiste était telle que les stratégies de fraude ont été plus que perturbées et qu'il fallut, comme on dit, mettre les bouchées doubles sur la fin. Les élections ont tout d'abord été prolongées de vingt-quatre heures, puis la publication des résultats a été retardée jusqu'au 18 décembre, officiellement à cause de problèmes informatiques, tandis que parvenait de toutes les provinces du Nord l'annonce d'une majorité renamiste écrasante. Si les résultats provisoires, après dépouillement de 75 % des bulletins de votes par exemple, donnaient une majorité à la Renamo, c'est bien sûr par hasard que, dans presque tous les cas, les 25 % de bulletins restant (issus de la journée supplémentaire de vote) étaient presque tous en faveur du Frelimo. Par ailleurs, phénomène étrange, des centaines de milliers de bulletins nuls ont été enregistrés lors de ce double scrutin. Quoi qu'il en soit, le résultat fut un désaveu cinglant pour le Frelimo officiellement perdant dans six provinces sur dix, à savoir celles de Sofala, Manica, Nampula, Tete, Niassa et Zambézia. La division Nord-Sud (exception faite de la province de Cabo Delgado) s'enracine de plus en plus profondément et durablement.

Tabl. I. — RÉSULTATS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

	Suffrages	En pourcentages des...	
Électeurs inscrits	7 099 105	-	100,00
Abstention	2 164 753	... inscrits	30,49
Nombre de votants	4 934 352	... inscrits	69,51
Votes nuls	141 569	... votants	2,87
Votes blancs	320 795	... votants	6,50
Votes valides	4 471 988	... votants	90,63
Chissano	2 338 333	... exprimés	52,29

Dhlakama	2 133 655	... exprimés	47,71
----------	-----------	--------------	-------

Tabl. II — RÉSULTATS NATIONAUX DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

	Suffrages	En pourcentages des...	
Électeurs inscrits	7 099 105	-	100,00
Abstention	2 265 344	... inscrits	31,91
Nombre de votants	4 833 761	... inscrits	68,09
Votes nuls	238 772	... votants	4,94
Votes blancs	462 666	... votants	9,57
Votes valides	4 132 323	... votants	85,49
Frelimo	2 005 713	... exprimés	48,54
Renamo/UE	1 603 811	... exprimés	38,81
Partido trabalhista	111 139	... exprimés	2,69
PALMO	101 970	... exprimés	2,47

Tabl. III — ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, PAR PROVINCES

Provinces	Inscrits	Frelimo		Renamo	
		Suffrages	% des inscrits	Suffrages	% des inscrits
Niassa	356 693	83 231	23,33	95 885	26,88
Cabo Delgado	618 451	219 062	35,42	94 947	15,35
Nampula	1 434 764	183 278	12,77	225 013	15,68
Zambezia	1 384 626	180 264	13,02	415 699	30,02
Tete	503 422	105 876	21,03	140 452	27,89
Manica	421 266	83 828	19,89	149 275	35,43
Sofala	593 877	56 573	9,53	202 435	34,08
Inhambane	495 981	162 021	32,66	53 530	10,79
Gaza	465 151	281 792	60,58	11 166	2,40
Maputo/Prov.	369 234	216 446	58,62	24 412	6,61
Maputo/Ville	455 640	274 529	60,25	45 007	9,87
Total	7 099 105	1 846 900	26,02	1 457 821	20,53

Note : Les résultats des élections par provinces, districts et localités, n'ont pas été officiellement publiés... Cela explique que la somme des résultats des provinces ne soient pas la même que le résultat national officiel (Tabl. II).

La démocratie par l'abstention ?

Certains éléments questionnent la démocratie au Mozambique : la suspicion de fraude, bien entendu ; l'inégalité des moyens ; ce déséquilibre existant entre le peu de soutien ouvert dont semble bénéficier la Renamo et les votes effectifs dont elle bénéficie ; mais peut être avant tout le peu d'intérêt que le peuple mozambicain semble prêter à la vie politique, un désintérêt s'exprimant par le trop faible nombre de Mozambicains qui se sont fait recenser, et surtout par le taux d'abstention élevé constaté au cours de ce double scrutin.

En effet, quoique à un degré moindre que lors des municipales de 1998, la victoire revient à nouveau largement aux abstentionnistes, qui sont près de 31 % (contre 15 % lors des premières élections de 1994) malgré la prolongation d'une journée auxquels on peut rajouter les votes blancs ou nuls de ceux qui n'ont su ou pu voter correctement. On peut imaginer quel aurait été le taux d'abstention si les élections n'avaient eu lieu que les 3 et

4 décembre, comme il était prévu initialement. Le résultat d'un district a été entièrement annulé – dans une zone de forte implantation Renamo : dans cette province de Nampula, le cumul abstentions/district au résultat annulé/blancs/nuls atteindrait 72 % (voir Tabl. III) ! On ne peut que trouver bien douteuse cette masse abstentionniste, nulle ou blanche dans une province nettement pro-Renamo... Comment comprendre la subite disparition de la moitié de l'électorat de la Renamo entre 1994 et 1999 ? Comment se fait-il que les « abstentions statistiques » aient une fâcheuse tendance à être plus fortes dans les zones Renamo ? Mais outre la suspicion de fraude, ce fort taux d'abstention trahit à la fois le peu de crédit et d'intérêt que les Mozambicains portent à l'égard de leurs représentants politiques, et du système démocratique lui-même. Le système électoral et le fonctionnement des institutions politiques concernent-ils réellement la majorité du peuple mozambicain ? La CNE avait pourtant effectué une campagne de recensement et de sensibilisation particulièrement importante, à laquelle avait participé un peu plus de 7 millions de Mozambicains, sur une population totale oscillant autour de 18 millions. Malgré cela, 31 % de ces 7 millions de Mozambicains ne sont pas allés voter. Si l'on ajoute à cela (pour ce qui concerne les élections législatives) les 9,57 % de votes blancs et les 4,94 % de votes nuls, en d'autres termes, cela signifie que le Frelimo a été élu par un peu plus d'un quart des inscrits (à peine plus de 10 % de la population mozambicaine), à savoir moins de deux millions de personnes. La base sociale de la démocratie s'avère bien faible et on ne peut en aucun cas parier sur la stabilité d'un tel régime.

Mexico, avril 2000

David PSALMON

(ancien professeur à l'Université pédagogique de Beira)

